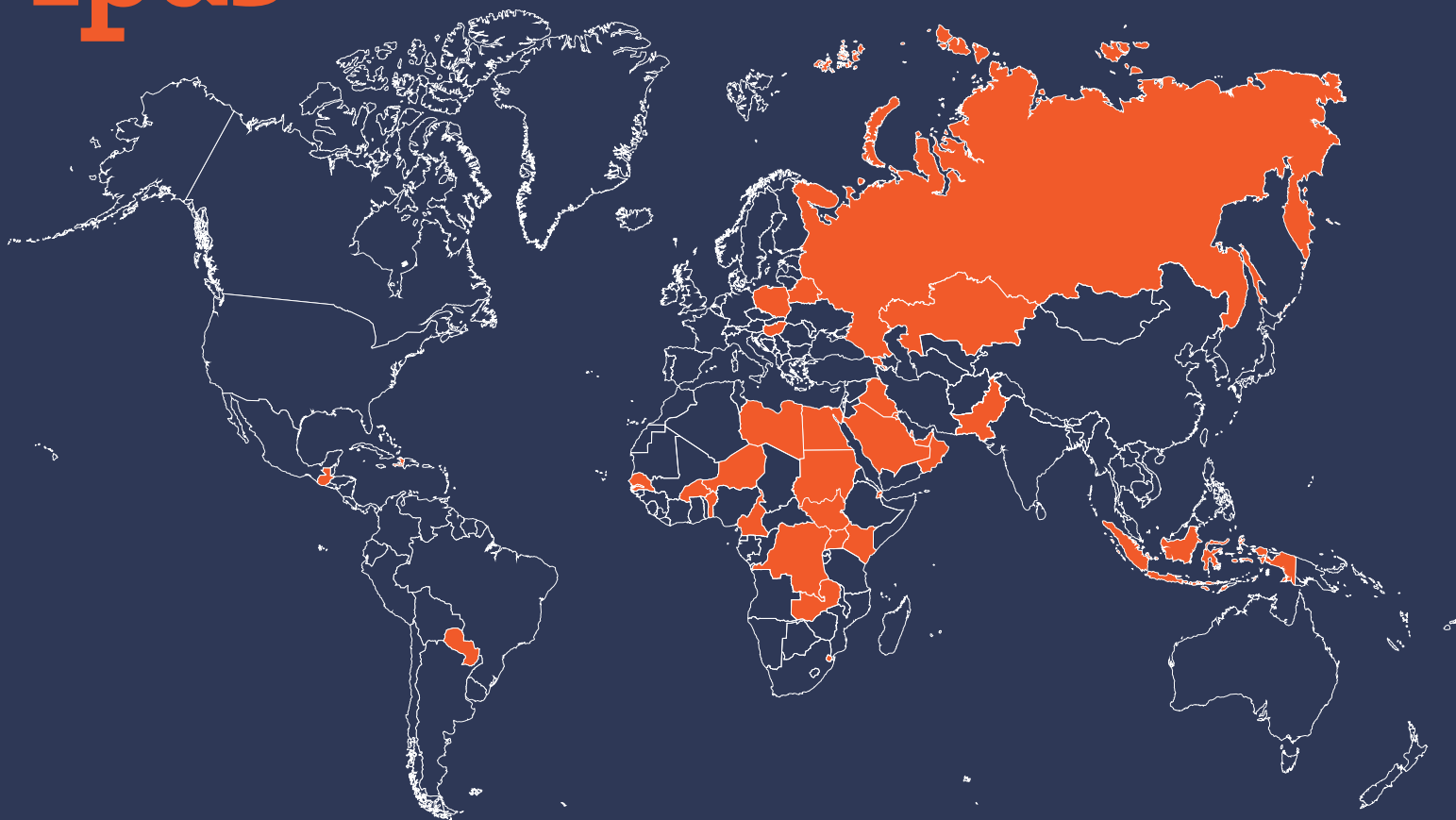


**Ipas**



# **PROTEGO**

**Operationnalisation de la Declaration  
de Consensus de Geneve**



© 2024 Ipas

Ipas Citation proposée : Ipas. (2024). *PROTEGO: Operationalisation de la Déclaration de Consensus de Geneve*. Ipas: Chapel Hill, NC.

Ipas œuvre dans le monde entier en vue d'améliorer l'accès à des services d'avortement sécurisé et de contraception afin de permettre à toutes les personnes et à toutes les jeunes personnes de décider elles-mêmes de leur propre avenir. Sur l'ensemble des continents africain, asiatique et latino-américain, nous travaillons en étroite collaboration avec nos partenaires pour faire en sorte que des services d'avortement sécurisé et de contraception soient aisément disponibles, pour diffuser auprès des femmes des informations essentielles leur permettant d'accéder à des services sécurisés et pour plaider en faveur de soins d'avortement légaux et sécurisés.

Ipas est une association sans but lucratif de type 501(c)(3) agréée aux États-Unis. Tous les dons versés à Ipas sont fiscalement déductibles dans la mesure autorisée par la loi [aux États-Unis].

Pour tout complément d'informations ou pour faire un don à Ipas :

The logo for Ipas, featuring the word "Ipas" in a bold, orange, sans-serif font. The letter "I" is significantly larger and more prominent than the other letters.

P.O. Box 9990  
Chapel Hill, NC 27515 États-Unis  
1.919.967.7052  
ContactUs@ipas.org  
www.ipas.org

# PROTEGO: OPERATIONNALISATION DE LA DECLARATION DE CONSENSUS DE GENEVE

## Résumé

[Valerie Huber](#) est une militante anti-genre américaine qui a commencé sa carrière en tant que fervente partisante de l'abstinence totale (comme unique moyen de contraception) dans l'État de l'Ohio. Sur la [base de ses](#) « croyances chrétiennes », elle a fondé au niveau de l'Ohio plusieurs organisations qui prônent l'abstinence totale et s'opposent à l'éducation complète à la sexualité (ECS) afin de défendre « la norme biblique de l'abstinence jusqu'au mariage ». Le profil national et international de Mme Huber s'est considérablement rehaussé lorsque l'administration de l'ancien président Donald Trump l'a nommée à un [poste de premier plan](#) au sein du département fédéral américain de la Santé et des Services sociaux (Health and Human Services—HHS) des États-Unis. Elle est [surtout connue](#) pour avoir été l'architecte de l'initiative mondiale anti-avortement de l'administration Trump, la [Déclaration de consensus de Genève](#) (DCG), qui a été lancée en 2020 alors qu'elle était en poste au HHS.

Après la défaite électorale de Trump en 2020, Mme Huber a quitté le HHS et a fondé en 2021 une organisation non gouvernementale, l'[Institut pour la santé des femmes](#) (Institute for Women's Health—IWH), qu'elle dirige en tant que présidente et directrice générale. L'IWH prétend faire progresser la santé des femmes, mais il s'agit en fait d'un mécanisme destiné à mettre en œuvre l'accord non contraignant qu'est la DCG. Et c'est par le biais de cette nouvelle initiative, Protego, que l'IWH s'acquitte de cette tâche.

Bien qu'il y ait peu de détails sur ce qui est inclus dans la formation et les programmes de Protego, on en sait bien davantage sur l'intention et l'ambition du projet grâce au site web de l'IWH, aux réseaux sociaux et à la couverture médiatique organisée autour du déploiement du projet au Guatemala. Protego est conçu comme un projet de partenariat entre l'IWH et les ministères du gouvernement ; il est mis en œuvre par le biais d'une formation destinée aux employés du secteur public qui comprend les systèmes éducatifs et de santé ; et il est entièrement conforme au passé de Huber en tant que défenseure d'une éducation fondée sur l'abstinence totale et de son travail au sein de l'administration Trump en tant que militante de la lutte contre l'avortement. Il est probable que l'IWH ciblera dans un premier temps les [36 pays signataires de la DCG](#).

Protego est ancré dans le [Cadre de la santé optimale des femmes](#) (Women's optimal Health Framework - WOHF) de l'IWH, qui prétend doter « les nations, les systèmes de santé et les prestataires de soins de santé d'interventions à fort impact, peu coûteuses et fondées sur des données probantes pour soutenir la santé et le bien-être de toutes les femmes et de leurs familles ». Bien que cette description très jargonneuse ne donne aucun détail précis sur ce que recouvrent réellement ces interventions, la mise en œuvre pilote de Protego au Guatemala révèle de nombreux détails sur ce à quoi ressemble le plan de diffusion dans la pratique ; nous incluons une étude de cas ci-dessous.

Mme Huber travaille activement à l'expansion de Protego au-delà du Guatemala. Dans [un entretien](#) en janvier 2024, elle a affirmé que 15 pays « envisagent de faire évoluer Protego », et elle a exprimé l'espoir que les États-Unis mettent en œuvre Protego au niveau de l'Etat. En 2023, elle a fait la promotion du projet lors de visites d'ambassades à Washington, DC, et elle s'est également rendue dans plusieurs autres pays, y compris des pays qui n'étaient pas signataires de la DCG au moment de la rédaction du présent rapport, afin de répandre l'évangile de la DCG, d'encourager les nouveaux signataires et de susciter l'intérêt de futurs partenaires gouvernementaux pour qu'ils mettent Protego en œuvre. Mme Huber [a déclaré](#) que son objectif était d'avoir 72 États membres de la DCG.

## Contexte : Qui est Valerie Huber ?

[Valerie Huber](#) n'a pas de formation technique en santé publique ou en éducation fondée sur des données probantes. Tard dans sa carrière, en 2009, elle a obtenu un master en éducation « estampillé d'une vision du monde nettement biblique » de l'[université baptiste Cedarville](#). Il s'agit d'une université privée de l'Ohio, « centrée sur le Christ » et relevant de la Convention baptiste du Sud, qui a connu de nombreux scandales notamment relatifs à des [abus sexuels](#) ainsi qu'à des cas de [harcèlement](#) et d'[humiliation d'étudiants](#), depuis que Mme Huber y a étudié. Elle a commencé [sa carrière professionnelle](#) dans ce domaine à la fin des années 1990, lorsqu'elle a [fondé](#) REACH, un programme destiné aux jeunes et axé sur « la formation du caractère et l'évitement des risques ». Elle s'est rapidement éloignée du cadre de l'abstinence totale dans son travail, qu'elle a rebaptisé « comment éviter les risques sexuels » afin de le dissocier de ses associations religieuses et de présenter la question d'un « [point de vue de santé publique](#) ».

Mme Huber a quitté REACH en 2004 pour travailler [au sein du gouvernement](#) de l'Ohio dans le cadre du programme d'éducation à l'abstinence du ministère de la Santé de cet État, où sa fonction a consisté à superviser les [programmes d'éducation sexuelle axés sur l'abstinence totale](#) jusqu'en 2007. En 2006, Mme Huber a été temporairement suspendue par le ministère pour [infraction éthique](#) lorsqu'elle a tenté d'obtenir un contrat de l'État avec sa société, Cox Creative, [basée au Colorado mais qu'elle avait enregistrée dans l'Ohio](#)<sup>1</sup>. Après son mandat dans l'État de l'Ohio, elle a dirigé une autre organisation, [Ascend](#) (anciennement Association nationale pour l'éducation à l'abstinence ou National Abstinence Education Association en anglais), qui représente les personnes qui promeuvent l'éducation à l'abstinence. Elle a également [siégé au Conseil d'administration](#) des Centres de santé pour l'aide à la décision en cas de grossesse (Pregnancy Decision Health Centers en anglais), un [centre anti-avortement](#) de l'Ohio.

En juin 2017, Mme Huber a fait un bond vers la notoriété nationale lorsque l'administration Trump [l'a nommée](#) cheffe de cabinet au bureau du secrétaire adjoint à la Santé du HHS, supervisant un budget de 277 millions de dollars US pour l'éducation fondée sur l'abstinence comme moyen unique de contraception. En l'espace d'un an, elle est devenue [secrétaire adjointe intérimaire aux affaires démographiques](#) du HHS, chargée du financement fédéral de la planification familiale. Elle a [également été](#) conseillère principale pour les affaires mondiales avant d'être nommée représentante spéciale des États-Unis auprès de la santé des femmes dans le monde (Global Women's Health en anglais).

---

<sup>1</sup> Melissa Cox, copropriétaire de Cox Creative, a travaillé auparavant pour l'Institut médical pour la santé sexuelle (Medical Institute for Sexual Health), une organisation qui prône l'utilisation de la thérapie de conversion pour les personnes LGBTQ.

## Protego: Mise en œuvre de la Déclaration de consensus de Genève

Valerie Huber est l'architecte et la principale personne chargée de promouvoir la DCG, [un manifeste anti-avortement](#) sans pouvoir d'application, signé par 36 pays, dont la majorité ont des antécédents problématiques en matière de droits des populations historiquement marginalisées, notamment les femmes et les personnes LGBTQ. Malgré le retrait des États-Unis de la DCG en 2021 sous l'administration Biden, Mme Huber a continué de travailler sans relâche pour assurer la pertinence du document, promouvoir activement l'accord afin d'obtenir de nouvelles adhésions, et coopérer étroitement avec les gouvernements signataires de la DCG. Le 26 octobre 2023, Mme Huber a réuni des membres républicains du Parlement des États-Unis, des signataires de la DCG et des représentants d'organisations opposées au genre pour [célébrer le troisième anniversaire de la déclaration](#).



### Présentation de Protego

L'événement qui s'est tenu à Washington, DC, et a été accueilli par l'IWH et la présidente du Caucus Pro-Life du Sénat américain, la sénatrice Cindy Hyde-Smith de l'État du Mississippi, comptait également le Guatemala, la Hongrie, l'Indonésie et l'Ouganda comme pays co-hôtes<sup>2</sup>. Le rassemblement a culminé avec [la présentation](#) du projet [Protego](#) (du latin « Je protège et je défends ») de l'IWH qui s'est engagé à « [remplir les objectifs](#) » de la DCG en fournissant aux gouvernements signataires<sup>3</sup> un [cadre](#) de mise en œuvre, destiné notamment à leurs ministères de la Santé, de l'Éducation et des Affaires étrangères<sup>4</sup>.

<sup>2</sup> Les sénateurs Steve Daines (de l'État du Montana), James Lankford (de l'État de l'Oklahoma) et Marco Rubio (de l'État de la Floride), ainsi que les membres du Congrès Jim Banks (de l'État de l'Indiana), Robert Aderholt (de l'État du Alabama) et Chris Smith (de l'État du New Jersey) [étaient également présents](#).

<sup>3</sup> En décembre 2023, [WOHF](#) et le [site web de destino](#) du guide des parents semblaient toujours en cours de développement. Selon WOHF, l'IWH dispose d'un « Conseil international de la santé » composé de prestataires de soins de santé, de chercheurs et d'experts anonymes. À titre d'[exemple une ressource de WOHF sur les agents de santé communautaire](#) reste entièrement dans les généralités et cite des sources telles que l'Organisation mondiale de la Santé, tandis qu'un deuxième [projet de ressource sur l'âge mûr](#) cherche à répondre aux besoins des femmes entre 40 et 60 ans avec une composante « famille, foi et communauté ». Cette dernière publication renvoie à des sources légitimes, fondées sur des données probantes, tout en citant des groupes qui posent problème tels que le Centre d'éthique et de politique publique (Ethics and Public Policy Center). L'ébauche de guide à l'intention des parents explique quant à lui comment le projet soutient « les parents en tant qu'éducateurs principaux de leurs enfants, afin qu'ils partagent leurs valeurs, leurs traditions et leur foi en ce qui concerne le caractère, les relations, la reproduction et les familles ».

<sup>4</sup> Le projet Protego s'aligne sur les [quatre piliers de la DCG](#) : « 1) protéger la santé et l'épanouissement des femmes à toutes les étapes de la vie ; 2) affirmer qu'il n'existe pas de droit international à l'avortement ; 3) défendre la famille en tant que fondement de toute société saine, et ; 4) protéger le droit souverain des nations à soutenir ces valeurs fondamentales par le biais de politiques et de législations nationales ».

Avant la présentation officielle du projet Protego au Capitole en octobre 2023, Valerie Huber avait annoncé la création du projet un mois plus tôt lors du troisième [sommet démographique](#) annuel de Budapest, un événement anti-droits présidé par le Premier ministre hongrois Viktor Orbán. La Hongrie était le lieu idéal pour cette première présentation. Alors que l'IWH fournit une grande partie du soutien logistique et administratif pour maintenir la visibilité de la Déclaration de consensus de Genève, celle-ci doit être accueillie par un gouvernement. Initialement, il s'agissait des États-Unis sous l'administration Trump, puis du Brésil sous l'administration Bolsonaro, avant de passer à la Hongrie en novembre 2022.

Alors qu'elle se trouvait à Budapest pour le Sommet, Mme Huber a accordé un [entretien](#) à un média hongrois, décrivant son travail dans le pays comme visant à « élargir la coopération qui existe entre [l'IWH] et le gouvernement hongrois, par exemple dans le cadre de la promotion internationale de la Déclaration de consensus de Genève sur la protection des femmes et des familles ». Elle a également indiqué dans l'entretien que l'IWH s'engageait dans un partenariat avec la Hongrie sur Protego, sans toutefois fournir d'autres détails. A l'heure où nous écrivons ces lignes, ce partenariat n'a fait l'objet d'aucune autre communication publique.

---

*Le rassemblement a culminé avec la présentation du projet Protego (du latin « Je protège et je défends ») de l'IWH qui s'est engagé à « remplir les objectifs » de la DCG en fournissant aux gouvernements signataires un cadre de mise en œuvre, destiné notamment à leurs ministères de la Santé, de l'Éducation et des Affaires étrangères*

---

## Protego en pratique au Guatemala

Une [fiche d'information](#) de deux pages décrit brièvement comment Protego « défend une nation et son peuple grâce à une politique efficace et une action décisive ». Le modèle Protego repose sur quatre composantes : la santé des femmes, l'éducation, le droit, et l'engagement international. Les trois premiers volets s'adressent aux familles et aux enfants à l'intérieur du pays et doivent être mis en œuvre par des ministères tels que ceux de l'Éducation et de la Santé. Le dernier volet, l'engagement international, est consacré au développement « d'outils pratiques et de formations afin que les pays partenaires soient mieux à même de défendre les valeurs fondamentales et de renforcer l'influence de la nation dans les contextes multilatéraux et bilatéraux ». En d'autres termes, Protego veut s'assurer que les gouvernements avec lesquels il s'associe sont formés pour discréditer les systèmes multilatéraux qui promeuvent les droits humains des femmes, des filles et des personnes LGBTQ, et pour s'attaquer à ces systèmes. Tout cela apparaît de manière évidente dans les composantes de plaidoyer et de politique [du projet](#), qui comprennent « le renforcement des lois, des politiques et des protections pour les femmes et les familles, et le développement des compétences diplomatiques [nécessaires] pour fermer les portes aux idéologies considérées comme discordantes, intrusives ou néfastes pour la nation ». Il s'agit là d'une pierre angulaire qui caractérise la manière dont les groupes anti-droits s'organisent pour mettre en opposition les normes internationales en matière de droits humains et la souveraineté nationale.

Alors que l'IWH a annoncé que Protego serait officiellement lancé en janvier 2024, il a commencé à piloter le projet en 2023 au Guatemala, où Valerie Huber a établi une relation solide avec le gouvernement ultra-conservateur du président sortant Alejandro Giammattei. En 2022, Giammattei a désigné le Guatemala comme la capitale « pro-vie » de l'Amérique latine lors d'une célébration à laquelle assistait Valerie Huber. Cette autodésignation est pertinente car la politique publique de l'administration Giammattei en matière de vie et de famille a considérablement fait progresser la criminalisation de l'avortement et augmenté les restrictions concernant l'accès à l'ECS<sup>5</sup>.

En juin 2023, Mme Huber a établi un partenariat officiel avec le gouvernement guatémaltèque en vue de « créer, tester et mettre en œuvre un prototype de Protego ». Il s'agit d'un processus en six étapes qui a débuté au plus haut niveau du gouvernement ; la première étape a consisté pour Mme Huber à rencontrer Giammattei afin de déposer officiellement une demande de partenariat avec différents ministères guatémaltèques. L'accès de Valerie Huber au pouvoir exécutif guatémaltèque est tout à fait remarquable, il est en outre tout à fait inhabituel pour une ONG étrangère de demander l'approbation présidentielle pour un programme de santé et d'éducation.

Étape 2 : après avoir accepté de s'associer à l'IWH, le président Giammattei a désigné deux responsables de haut niveau comme agents de liaison avec l'IWH<sup>6</sup>. La troisième étape a consisté en une coordination avec différents ministères pour élaborer un plan d'action, après quoi un protocole d'accord pluriannuel a été signé avec les ministères de la Santé, de l'Éducation et du Développement social. Protego ne se limite pas à travailler avec les gouvernements ; la cinquième étape du cadre de Protego consiste à établir des partenariats avec des organisations non gouvernementales, des chefs religieux et des chefs d'entreprise.

Il est important de souligner ce point relatif à un protocole d'accord pluriannuel : Protego est conçu pour survivre aux transitions politiques. Comme le souligne l'IWH, « nous prévoyons que ce partenariat unique profitera aux Guatémaltèques pendant les décennies à venir, car sa valeur transcende le cadre de toute administration présidentielle ». Dans le contexte politique guatémaltèque actuel, la question est particulièrement épineuse. Lors des élections présidentielles de 2023, le gouvernement Giammattei a tenté de disqualifier son opposition ; l'effort a échoué et le candidat progressiste, Bernardo Arévalo, l'a emporté. Après les élections d'août 2023, l'administration de Giammattei a continué à prendre des mesures qui témoignent de son manque de volonté de faciliter une transition en douceur du pouvoir.

*L'accès de Valerie Huber au pouvoir exécutif guatémaltèque est tout à fait remarquable, il est en outre tout à fait inhabituel pour une ONG étrangère de demander l'approbation présidentielle pour un programme de santé et d'éducation.*

<sup>5</sup> En octobre 2023, le Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a recommandé au Guatemala de modifier sa politique et a exhorté le gouvernement à dépénaliser l'avortement « et à veiller à ce que les femmes et les adolescentes y aient un accès adéquat », ainsi qu'à « veiller à ce que les adolescentes aient accès à des informations sur la planification familiale dans des formats accessibles et dans les langues autochtones, ainsi qu'à des contraceptifs modernes et abordables ».

<sup>6</sup> Le ministre responsable de l'élaboration d'un plan national et de la mise en œuvre cohérente des politiques dans l'ensemble du gouvernement, et le haut fonctionnaire du bureau du président du Guatemala responsable des politiques intérieures et internationales.

L'investiture de Arévalo, le 14 janvier, [a été retardée de plus de neuf heures](#) à la suite d'une série d'actions menées par des institutions et des forces politiques liées au gouvernement Giammattei, et dans un contexte d'inquiétude quant [à un éventuel coup d'État](#). Les Guatémaltèques soutenant le nouveau gouvernement [sont descendus dans la rue](#) et [une délégation internationale](#) dirigée par le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA) a exhorté le congrès à remplir ses obligations constitutionnelles. Le président Arévalo a finalement été investi à minuit. [Giammattei n'a pas assisté à la cérémonie](#), devenant ainsi le premier président guatémaltèque à ne pas participer à cette passation de pouvoir. Avant l'investiture, le 10 janvier, Giammattei s'est rendu à Washington DC pour se présenter devant le Conseil permanent de l'OEA, après quoi il a rencontré [les membres républicains du Congrès américain](#) et [les sénateurs américains](#) Ted Cruz (de l'État du Texas), Mike Lee (de l'État du Utah), Steve Daines (de l'État du Montana) et Bill Hagerty (de l'État du Tennessee). De retour au Guatemala le 12 janvier, Giammattei a organisé une [cérémonie de clôture](#) de son administration et a également [rencontré Ric Grenell](#), l'ancien ambassadeur de Trump en Allemagne. Le mandat de M Grenell en Allemagne [a été marqué par la controverse](#), des appels ayant été lancés pour [qu'il soit démis de ses fonctions](#) et expulsé du pays.

[Shirley Rivera](#), présidente du Congrès guatémaltèque, a été identifiée comme l'un des principaux obstacles à l'installation au pouvoir d'Arévalo. Rivera était un acteur clé du gouvernement Giammattei et le principal exécutant de ses politiques régressives. Elle est intervenue lors de la cérémonie de désignation du Guatemala comme capitale pro-vie de l'Amérique latine, où [elle a souligné l'importance de la DCG](#). En 2022, Mme Rivera a fait partie d'une coalition de droite composée de Valerie Huber, Michael Farris, directeur exécutif de l'Alliance Defending Freedom, et Damares Alves, ancien haut fonctionnaire du gouvernement du président Jair Bolsonaro, [qui se sont réunis au Guatemala](#) pour former un réseau international pro-vie et pro-famille.

Arévalo hérite maintenant de Protego, qui est déjà bien avancé au Guatemala. Grâce [au plan d'action](#) de Protego, l'IWH tentera probablement de travailler avec les nouveaux membres de l'exécutif et poursuivra sa collaboration avec les ministères de l'Éducation et de la Santé.





### **Ministère du Développement social et ministère de l'Éducation**

L'IWH a commencé à former des fonctionnaires du ministère du Développement social à l'utilisation du « Guide pour l'école des parents », élaboré par l'IWH en collaboration avec le ministère de l'Éducation (MINEDUC).

### **Ministère de la Santé**

Au début du mois d'octobre 2023, plusieurs membres du personnel de l'IWH, dont Valérie Huber et Alma Golden, se sont rendus au [Guatemala](#) pour [promouvoir](#) « AdGen3 » lors d'une réunion avec le ministre de la Santé. AdGen3 est une formation destinée aux professionnels de santé « pour les orienter dans leur approche des sujets sensibles, tels que la puberté ». Bien qu'il soit impossible de le vérifier, Valérie Huber aurait affirmé que le programme éducatif de Protego avait déjà été distribué à toutes les familles du Guatemala et qu'il avait touché [3 millions d'enfants au sein des écoles publiques](#).

### **Secrétariat de la planification et de la programmation de la présidence**

Lors de sa visite en octobre, Valérie Huber a également rencontré le personnel du MINEDUC et du Secrétariat de la planification et de la programmation de la Présidence. Protego a été intégré à la « Politique publique pour la protection et l'institutionnalisation de la famille », un travail auquel [Valérie Huber a collaboré étroitement en tant que conseillère](#). Selon le Président Giammattei, cette politique publique [implique 11 des 14 ministères du pays par le biais de 99 programmes gouvernementaux](#). L'IWH et le Secrétariat de la planification et de la programmation de la Présidence ont présenté conjointement les [progrès réalisés dans la mise en œuvre de la politique publique](#) et ont souligné le [soutien et les conseils](#) de Valérie Huber qui a été l'invitée d'honneur de l'événement. Dans son [discours](#), elle a souligné à quel point les politiques pro-vie et pro-famille du Guatemala et la DCG étaient alignées, et a réaffirmé son intention de [reproduire le modèle guatémaltèque Protego dans d'autres pays](#). Selon Valérie Huber, Protego continuera à fonctionner sous la nouvelle administration du président Arévalo<sup>7</sup>. En août 2023, quelques mois après l'élection présidentielle guatémaltèque, [Valérie Huber a annoncé sur Twitter](#) qu'elle allait rencontrer Bernardo Arévalo et qu'elle se réjouissait de travailler avec lui pour poursuivre le « partenariat de l'IWH initié avec le président Giammattei afin de continuer à promouvoir la santé optimale et l'épanouissement des femmes, des enfants et des familles ». On ne sait pas si Huber a effectivement rencontré Arévalo.

### **Financement Protego**

L'IWH se positionne en tant que consultant auprès des gouvernements, en espérant que ces derniers paieront ses services. Dans ce contexte, la [fiche d'information](#) de l'IWH tient un double langage lorsqu'elle affirme, d'une part, que « la mise en œuvre du modèle Protego et le partenariat consultatif de l'IWH n'entraînent aucun coût monétaire pour les gouvernements ». Toutefois, dans la phrase suivante, il est expliqué comment les

<sup>7</sup> « Nous pensons que ce partenariat unique profitera aux Guatémaltèques pendant des décennies, car sa valeur transcende le cadre de toute administration présidentielle », affirme la [fiche d'information](#) de l'IWH intitulée « Partenariat Protego au Guatemala ».

gouvernements doivent prendre en charge les « coûts importants » encourus par l'IWH en fournissant un soutien en nature et en assurant « le transport et la sécurité lors des visites de l'IWH à l'intérieur du pays<sup>8</sup> ». Le partenariat entre l'IWH et le gouvernement prévoit également que les gouvernements présentent l'IWH à des « partenaires financiers indépendants dans le pays pour compenser les dépenses découlant du partenariat avec l'IWH ».

## Protego : des ambitions internationales

*Mme Huber a déclaré qu'elle souhaitait que les États américains adoptent Protego et que d'autant plus 15 pays « envisageaient d'étendre Protego ».*

Le 15 janvier 2024, Valerie Huber a donné [un entretien](#) au podcast « Le Bon sens [Common Sense en anglais] avec Dr Ben Carson ». Ben Carson, un membre du cabinet de Trump en tant que secrétaire au logement et au développement urbain, a interrogé Huber sur le retrait des États-Unis de la DCG par le président Joe Biden.<sup>9</sup>

Mme Huber a déformé la vérité sur de nombreux sujets, notamment en avançant de faux récits sur les « idéologies » qui minent la santé des femmes. Elle a également parlé de son ambition d'étendre Protego et la DCG, expliquant que l'IWH avait créé Protego après avoir « discuté avec des dirigeants politiques du monde entier » et que le projet était un moyen de « mettre en œuvre ce qu'ils avaient convenu » dans la DCG. Mme Huber a déclaré qu'elle souhaitait que les États américains adoptent Protego et que d'autant plus 15 pays « envisageaient d'étendre Protego ». En ce qui concerne la DCG, Mme Huber a ajouté que « c'est une entité énorme et importante » et qu'elle « aimerait la voir s'étendre de 36 à 72 pays ».

Valérie Huber a des aspirations qui ne s'arrêtent pas au Guatemala, et elle utilise ses contacts gouvernementaux et diplomatiques avec les pays signataires de la DCG pour promouvoir Protego. De fin juillet à septembre 2023, Valerie Huber a publié sur Tweeter des photos de sa tournée des ambassades à Washington, DC, où elle a rencontré des diplomates du [Burkina Faso](#) le 8 juillet, de la [Zambie](#) le 31 juillet, du [Soudan du Sud](#) et de l'[Irak](#) le 2 août, du [Guatemala](#) et du [Pakistan](#) le 10 août, et du [Mali le 15 août](#). Tous ces pays sont signataires de la DCG, à l'exception du Mali. Il a [été rapporté](#) que lors de sa rencontre avec l'ambassadeur du Burkina Faso, Valerie Huber aurait discuté du projet Protego et de son désir de se rendre à Ouagadougou pour rencontrer des représentants du gouvernement afin de développer un partenariat entre l'IWH et le Burkina Faso. Il est également possible qu'elle ait eu des réunions dans d'autres ambassades.

---

<sup>8</sup> « Pour la direction et le personnel national spécialisé dans le développement et la mise en œuvre, ainsi que pour la conception graphique, l'impression, les espaces de réunion, les médias et autres services similaires à l'intérieur du pays ».

<sup>9</sup> Mme Huber a affirmé qu'elle était "une chrétienne engagée" et qu'elle était d'accord avec Dr Carson que le moment était venu pour un réveil chrétien aux États-Unis. Christina Littlefield, professeur agrégée de communication et de religion à l'université Pepperdine aux États-Unis, qui a étudié les appels des nationalistes chrétiens en faveur d'un réveil chrétien, [a fait remarquer](#) que cela signifiait « d'être en charge et essentiellement contrôler tous les domaines de la culture et essentiellement faire revivre une Amérique chrétienne en termes politiques très conservateurs ».

En octobre 2023, au cours du même mois que son voyage au Guatemala, [Valerie Huber s'est également rendue au Tchad](#) pour rencontrer le Premier ministre tchadien, le ministre d'État, le ministre de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'enfant et le ministre de la Santé publique et de la Prévention. Elle y a présenté le travail de l'IWH qui « défend la vie humaine, la santé des femmes, la solidarité, la culture et la religion ». Elle a également [discuté de](#) « l'importance de la [DCG] » avec le Premier ministre Salih Kebzabo. Selon certaines sources, le gouvernement tchadien étudierait actuellement la possibilité d'adhérer à la DCG, ainsi que la proposition de Protego, qui serait supervisée par le ministère de la Santé. Outre le Tchad, le Panama et le Pérou pourraient également signer la DCG. Valerie Huber a fait part de cette information lors du Ve Sommet transatlantique du 17 novembre 2023, organisé par le groupe anti-droit [Political Network for Values \(PNfV\)](#) à New York, au siège des Nations Unies.



## L'IWH et le Projet 2025

Le Projet 2025 (Project 2025), « Mandat de leadership, La Promesse des conservateurs (Mandate for Leadership, The Conservative Promise) », [est un document de 900 pages](#) produit par la Heritage Foundation, un groupe de réflexion de droite basé aux États-Unis, qui expose les grandes lignes de la stratégie à adopter pour diriger un gouvernement conservateur. Plus précisément, « le Projet de transition du pouvoir présidentielle de 2025 est l'effort commun du mouvement conservateur pour être prêt à ce que la prochaine administration conservatrice gouverne à partir de midi, dès le 20 janvier 2025 ». Selon un [rapport publié par le Projet mondial contre la haine et l'extrémisme \(Global Project Against Hate and Extremism\)](#), « le Projet 2025 est une feuille de route autoritaire visant à démanteler une démocratie prospère et universellement inclusive ».

L'Institut pour la santé des femmes (IWH) est membre du Conseil consultatif du Projet 2025, et Valerie Huber et Alma Golden sont citées comme contributrices au rapport. L'influence de Valerie Huber sur l'élaboration du document est évidente, et de nombreuses références à la DCG y apparaissent, y compris dans le chapitre sur les organisations internationales, qui recommandent :

- Au « gouvernement américain qu'il ne doit pas et ne peut pas promouvoir ou financer l'avortement dans le cadre de programmes internationaux ou d'organisations multilatérales », et que « les États-Unis auront un impact retentissant en incluant des nations partageant les mêmes idées et en s'appuyant sur la coalition établie par le biais de la Déclaration de consensus de Genève (DCG), en vue d'influencer le travail des agences internationales et les pousser à fonctionner comme un front uni ».
- De « créer en priorité une culture saine de respect de la vie, de la famille, de la souveraineté et des droits de l'homme authentiques au sein des organisations et agences internationales ». En conséquence, dans ce même chapitre il est précisé que « tous les engagements de politique étrangère des États-Unis qui ont été produits et développés sous les administrations Obama et Biden doivent être conformes à la Déclaration de consensus de Genève et aux travaux de la Commission américaine des droits de l'homme inaliénables ».
- Qu'il soit « mis un terme au soutien aveugle aux organisations internationales », en suivant le modèle de l'administration Trump, qui « selon les cas s'était retirée ou avait suspendu le financement de certaines de ces instances, Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Office de secours et de travaux [des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient], et de l'OMS».
- De « ne pas utiliser les organisations internationales pour promouvoir des politiques sociales radicales comme s'il s'agissait de politiques visant à étendre la portée des droits de l'homme ».
- De « réévaluer tous les engagements multilatéraux des États-Unis à la lumière des travaux de la Commission [la Commission américaine des droits de l'homme inaliénables], et d'interrompre ou supprimer toutes les initiatives qui promeuvent des politiques controversées ».
- Et pour finir, les États-Unis « doivent recommencer à considérer les organisations internationales comme des véhicules de promotion des intérêts américains, ou prendre des mesures pour s'en extraire ».

***« Tous les engagements de la politique étrangère américaine qui ont été produits et développés sous les administrations Obama et Biden doivent être alignés sur la Déclaration de consensus de Genève et le travail de la Commission américaine sur les droits de l'homme inaliénables ».***  
***- Projet 2025 de la Heritage Foundation***

Compte tenu du rôle de haut niveau de Valerie Huber au sein de l'administration Trump, de ses contacts au sommet avec les chefs de gouvernement des pays signataires de la DCG et de ses contributions au Projet 2025, si Donald Trump est élu, Valerie Huber occupera très certainement une position de premier plan au sein de sa seconde administration.

## Les Finances de l'Institut pour la santé des femmes

L'IWH a été constitué en société à Washington, DC, [en 2021 en tant](#) « qu'organisation de services humains » ([501\(c\)3](#)). Selon son site web, en décembre 2023, l'IWH comptait 11 employés et 15 boursiers et stagiaires supplémentaires. En 2023, Alma Golden a rejoint l'organisation en tant que directrice des opérations. Comme Valerie Huber, Alma Golden est une militante anti-droits chevronnée ; [ses activités passées](#) comprennent [plusieurs postes](#) à l'Agence américaine pour le développement international (USAID) sous l'administration Trump. Alma Golden avait déjà servi dans une administration républicaine précédente, sous George W. Bush. Comme Valerie Huber, elle a défendu l'éducation fondée sur l'abstinence totale et a promu « l'adoption d'embryons ».

[Le personnel de l'IWH](#) s'aligne clairement sur des positions fondamentalistes chrétiennes, anti-ECS et anti-avortement, tout comme son Conseil d'administration, qui comprend [Diane Foley](#) - qui a servi au HHS aux côtés, entre autres, de Valerie Huber - et [Melanie Wollenberg](#)<sup>10</sup>. Mmes Foley et Wollenberg ont dirigé ou sont affiliées à des centres anti-avortement dans le Colorado et l'Ohio. De fait, Mme Wollenberg et Valerie Huber [ont siégé ensemble au Conseil d'administration](#) des Centres de santé pour l'aide à la décision en cas de grossesse (Pregnancy Decision Health Centers), basés dans l'Ohio et qui promeuvent l'utilisation de la « [pilule d'inversion de l'avortement](#) », une pilule dangereuse et [sans fondement médical](#), ainsi que l'éducation [sexuelle] basée uniquement sur l'abstinence<sup>11</sup>.

Valerie Huber est la principale dirigeante de l'organisation et à ce titre elle affirme sur ses déclarations fiscales qu'elle « s'engage à établir des coalitions en vue de révolutionner l'accès des femmes aux soins de santé ». Il apparaît que les [deux tiers des dépenses de l'IWH en 2022](#) ont servi à payer le salaire de Valerie Huber et les honoraires de l'agence de relations publiques *Pinkston Group*. Le Groupe Pinkston est dirigé par Christian Pinkston, un responsable des relations publiques de droite qui a contribué à « [deux parmi les campagnes politiques les plus trompeuses des deux dernières décennies](#) ».

L'expansion de l'IWH est impressionnante ; en moins de deux ans, l'organisation est passée d'une opération menée par une seule personne, Valerie Huber, à plus d'une douzaine d'employés. Ses finances se sont [également multipliées](#). Selon les deux déclarations fiscales disponibles, le budget de l'IWH a augmenté de près de 160 %, pour passer de 258 250 dollars en décembre 2021 à 668 608 dollars [un an plus tard](#). Dans un aparté de son entretien avec le Dr Carson, Mme Huber a fait remarquer que l'IWH ne recevait pas de financement du gouvernement fédéral américain, ce qui laisse présager qu'elle s'attend à recevoir un tel financement si Trump revient à la Maison-Blanche en 2025. Actuellement, l'augmentation du personnel de l'IWH en 2022 et 2023 devrait s'accompagner d'une augmentation de budget. Toutefois, nous ne disposerons pas d'une image claire à ce sujet avant la prochaine période de déclaration fiscale.

---

<sup>10</sup> Mme Foley était la présidente de l'organisation [Life Network](#), qui lutte contre l'avortement et ne prône que l'abstinence.

<sup>11</sup> Mmes Huber et Wollenberg apparaissent sur des documents fiscaux de ce Centre à [partir de 2009](#) et elles ont siégé à son Conseil d'administration, [respectivement](#), jusqu'en 2015 et 2018.

## Prochaines étapes pour l'action et l'atténuation

Le projet Protego soulève plusieurs questions préoccupantes. Sa soi-disant « approche centrée sur la famille » des soins de santé n'est pas en phase avec les droits humains et les directives de santé publique. Les projets antérieurs de Valerie Huber impliquent la promotion de l'éducation fondée sur l'abstinence totale, en lieu et place de l'ECS, et la promotion d'un programme anti-avortement ; des positions qui constituent sans aucun doute le cœur du projet Protego. De nombreuses études montrent que [l'éducation fondée sur l'abstinence totale est un échec](#) et que la criminalisation de l'avortement ne réduit pas l'incidence de l'avortement, mais sert uniquement à le rendre dangereux. De plus, la promotion de ce travail dans des pays qui ont des taux élevés de violence sexuelle, de grossesses non planifiées chez les adolescentes et des positions résolument opposées à l'orientation sexuelle et l'identité de genre, voire une législation explicitement anti-LGBTQ, comme le Guatemala, l'Ouganda et la Hongrie, tous des pays champions de la DCG, soulève encore davantage d'inquiétudes.

Protego tente clairement de remplacer le travail en cours sur les [grossesses chez les adolescentes](#), l'ECS ainsi que d'autres [programmes de santé vitaux et fondés sur des données scientifiques](#) menés par les agences des Nations Unies. Il s'agit notamment des programmes du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), qui sont deux organes onusiens fréquemment pris pour cible par les groupes anti-droits du fait de ce type de travail. Protego se présente comme un modèle « alternatif » d'éducation et de santé, qui comme par hasard correspond à la vision du monde de Valerie Huber. Si des pays adoptent effectivement ce modèle, comme vient de le faire le Guatemala et comme envisage de le faire le Tchad, cela aura des conséquences néfastes sur les droits humains, l'égalité des sexes et les résultats en matière de santé, à un moment où la communauté internationale s'efforce [d'accélérer les efforts](#) pour faire progresser les engagements existants, revigorer le multilatéralisme et relever les nouveaux défis.

Compte tenu des antécédents de Valerie Huber, il est impératif de pouvoir examiner le projet Protego dans son intégralité afin de comprendre ce qu'il offre et les risques qu'il comporte lorsqu'il est mis en œuvre au niveau national par un ministère de la Santé ou de l'Éducation. Il s'agit notamment de documenter la mise en œuvre de Protego et de déterminer dans quelle mesure et comment, elle est susceptible de contrevenir aux accords sur les droits de l'homme aux niveaux mondial et régional. S'il s'avère que ce projet n'est pas conforme aux meilleures pratiques en matière de santé et de droits humains, les gouvernements, ainsi que les organismes régionaux et multilatéraux de défense des droits de l'homme et les agences de santé, doivent être informés des risques et réagir de manière appropriée.

**Ipas** Partenaires pour la  
justice reproductive

P.O. Box 9990, Chapel Hill, NC 27515 États-Unis

 1.919.967.7052

 [ContactUs@ipas.org](mailto:ContactUs@ipas.org)

[www.ipas.org](http://www.ipas.org)